

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 13/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOROMAP SA

ZI de Bélignon
17300 Rochefort

Références : 0007204227/2026/173
Code AIOT : 0007204227

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement SOROMAP SA implanté ZI de Bélignon 4, rue Maurice MALLET 17300 Rochefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale relative à la gestion des produits chimiques sur les sites industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOROMAP SA
- ZI de Bélignon 4, rue Maurice MALLET 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0007204227
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOROMAP est une entreprise spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de peintures pour l'industrie composite (résine, gel-coat, catalyseur, etc..). Elle dispose d'un récépissé de déclaration en date du 29 juin 2011 pour un stockage de 20m³ de liquides inflammables sous la rubrique 1432. Cette rubrique a été supprimée en mars 2014. Elle est désormais classée pour la protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature (stockage et emploi de liquides inflammables de catégorie 2 et 3). Le seuil de la déclaration pour cette rubrique est fixé à 50 tonnes.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2 à 2.7.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2 à 2.7.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle périodique des installations	Code de l'environnement du 12/07/2010, article L512-11	Sans Objet
3	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un état des stocks qui doit être amélioré notamment dans le but de permettre le tri par rubriques ICPE applicables (notamment 4331 mais aussi pour son stockage de peroxydes organiques qui relèvent d'une des rubriques 442x) afin de s'assurer en permanence du respect du seuil réglementaire.

Des éléments complémentaires de justifications sont attendus notamment en ce qui concerne le dimensionnement de la rétention générale du bâtiment. Par ailleurs, l'accessibilité de certains extincteurs doit être revue et nécessite des actions correctives de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état, ainsi que les documents prévus au point 3.3 de la présente annexe sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks à la date de l'inspection, réalisé le matin même, pour l'ensemble des produits présents sur son site. L'état des stocks indique la nature des produits, leur quantité et leur localisation au sein de l'établissement. Après lecture du document, il ressort notamment que la quantité de solvants présentes sur site est de 4,490 tonnes. Le seuil de déclaration pour la rubrique 4331 est fixé à 50 tonnes. L'exploitant précise que ce tonnage constitue un maximum en adéquation avec les commandes de l'année à venir et de la saisonnalité de l'activité. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si l'état des stocks est disponible à distance. La visite de terrain a permis de vérifier les quantités présentes de produit au regard de l'état des stocks. Les quantités constatées de Xylène et d'Acétate Méthoxy Propyl correspondent à l'état des stocks (respectivement 367 kg et 224,5 kg).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard des quantités stockées, l'exploitant ne relève plus de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement au regard de la rubrique 4331. Toutefois, les règles de procédure de la déclaration restent applicables et le site demeure soumis aux exigences du régime de la déclaration en termes de cessation d'activité (Articles R.512-66-1 et suivants). Il est demandé à l'exploitant de procéder à la déclaration de la cessation de cette activité au titre de la réglementation ICPE.

<p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un accès à l'état des stocks interrogeable à distance. Par ailleurs, afin de faciliter l'intervention des pompiers, il est demandé à l'exploitant de faire apparaître dans son état des stocks les produits relevant des rubriques ICPE 4331, 2640 et 4421, afin de disposer des quantités précises et de respecter en permanence les seuils des rubriques de la nomenclature. Il peut utilement associer la référence interne de localisation des produits à un carroyage mis à disposition des services de secours.</p> <p>Concernant la rubrique 4421, il n'a pas été possible d'identifier la quantité présente sur site. Lorsque l'exploitant aura modifié son état des stocks pour prendre en compte les rubriques, il devra procéder le cas échéant à leur télédéclaration (franchissement des seuils de la nomenclature).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle périodique des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2010, article L512-11
Thème(s) : Autre, Contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle périodique exigé au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées n'a jamais été réalisé.</p> <p>Compte tenu du niveau d'activité et du fait que les quantités stockées sont sous le seuil de la déclaration pour la rubrique 4331, ce contrôle périodique n'est plus exigible par la réglementation, dès lors que l'exploitant procède à la cessation d'activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant dispose de l'ensemble des fiches de données de sécurité pour toutes les substances qu'il utilise sur son site. Elles ont été fournies par Clef USB le jour de la visite. L'exploitant précise qu'une personne est désignée et gère la mise à jour des fiches de données de sécurité pour le site. L'ensemble des fiches de données de sécurité est accessible par informatique à l'ensemble des salariés. Compte-tenu du volume important de FDS, l'exploitant indique qu'il n'est matériellement pas possible de mettre à disposition l'ensemble de ces fiches aux postes de travail (recettes utilisant de nombreux produits). Il s'est engagé à mettre en place une information de rappel concernant la mise à disposition des FDS et l'endroit où les consulter. Un contrôle par sondage a été effectué sur les FDS suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Xylène- Acétaate Méthoxy Propyl Les FDS consultées ont été mises à jour respectivement le 24/07/2024 et le 19/07/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les FDS des produits suivantes ont fait l'objet de contrôle : <ul style="list-style-type: none">- Xylène,- Acétate Méthoxy Propyl. Pour ces fiches de données de sécurité, les rubriques 5, 6, 7 et 13 ont fait l'objet d'un examen de l'inspection. <u>Pour la rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie</u> - Xylène : « Utiliser les moyens adéquats pour combattre les incendies avoisinants. Eau pulvérisée avec additifs. Mousses résistantes au produit. Poudre chimique sèche. Dioxyde de carbone. Utilisez du sable seulement pour éteindre des petits feux. [...] Réagit avec : Oxydants forts, Acides Forts » - Acétate Méthoxy Propyl : « Utiliser les moyens adéquats pour combattre les incendies avoisinants. Eau pulvérisée avec additifs. Mousses résistantes au produit. Poudre chimique sèche. Dioxyde de carbone. Utilisez du sable seulement pour éteindre des petits feux. [...] Réagit avec : Oxydants forts » <u>Pour la rubrique 6 : Mesure à prendre en cas de déversement</u> - Xylène : « Eviter le contact avec la peau et les yeux. Ne pas respirer les gaz/vapeurs/fumées/aérosols. [...] Endiguer et contenir l'épandage. [...]. » - Acétate Méthoxy Propyl : « Disperser les gaz/vapeurs à l'aide d'eau pulvérisée. Écarter matériaux et produits incompatibles . [...] Endiguer le produit pour le récupérer ou l'absorber avec un matériau approprié. » <u>Pour la rubrique 7 : Manipulation et stockage</u> - Xylène : « Éviter l'accumulation de charges électrostatiques. Utiliser exclusivement des outils antidéflagrants. Mettre à disposition des extincteurs. Assurer une extraction ou une ventilation générale du local afin de réduire les concentrations de brouillards et/ou de vapeurs. Ne pas respirer les gaz, vapeurs, fumées ou aérosols. [...] Conserver dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Conserver dans l'emballage d'origine fermé. Conserver à l'abri de la lumière solaire directe. » - Acétate Méthoxy Propyl : « Éviter l'accumulation de charges électrostatiques. Utiliser

exclusivement des outils antidéflagrants. Mettre à disposition des extincteurs. Assurer une extraction ou une ventilation générale du local afin de réduire les concentrations de brouillards et/ou de vapeurs. Ne pas respirer les gaz, vapeurs, fumées ou aérosols. [...]
Conserver dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Conserver dans l'emballage d'origine fermé. Conserver à l'abri de la lumière solaire directe. »

Pour la rubrique 13 : Considération sur l'élimination

- Xylène : « Éliminer ce produit et son récipient dans un centre de collecte des déchets dangereux »

- Acétate Méthoxy Propyl : « Éliminer ce produit et son récipient dans un centre de collecte des déchets dangereux »

La visite sur site a permis de localiser facilement le produit et de vérifier les conditions de stockage. La présence d'extincteurs adaptés aux risques a été vérifiée et ne présente pas d'incompatibilité. Néanmoins, leur accessibilité pose question. Le jour de la visite, les extincteurs 30 et 31 ne sont pas facilement accessibles.

Le local à solvant n'est pas exposé à la lumière solaire directe, il est ventilé et sec. Les fûts sont conservés dans leur emballage d'origine et étiqueté. Il n'a pas été constaté à proximité d'acides ou d'oxydants forts. En revanche, l'inspection constate la présence d'un chargeur électrique dans le local de produits inflammables. Enfin, l'exploitant précise que les eaux et les solvants sales sont récupérés par Chimirec. Il dispose d'un compte Trackdéchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs de dimensionnement de la rétention du bâtiment de stockage.

Les accès aux extincteurs 30 et 31 dans le local des produits inflammables doivent être libérés. Ils étaient encombrés le jour de la visite par un chargeur électrique et par un pot de solvant utilisé pour le nettoyage. L'exploitant supprime le poste de charge du local et s'assure de l'absence d'encombrement de la circulation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2 à 2.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations existantes déclarées à compter du 28 juin 2009 selon les modalités particulières précisées dans le tableau suivant : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : « -100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient mobile associé ; « -50 % de la capacité globale des réservoirs ou récipients mobiles associés. ” La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est manœuvrable depuis l'extérieur et maintenu fermé. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au point 8 de la présente annexe. " Néanmoins, les dispositions des points 2.7.2 à 2.7.5 sont applicables aux nouvelles rétentions construites à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Les produits stockés en cuve sont équipés de rétention qui répondent aux dispositions de l'arrêté. Les produits en fûts sont entreposés dans le bâtiment. Il n'y a pas de rétention individuelle associée à chaque stockage. La rétention est assurée par le bâtiment lui-même grâce à une rétention intégrée d'environ 20 cm de profondeur sur toute sa surface.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier et de tenir à la disposition de l'inspection le calcul du volume global de la rétention du bâtiment et de le comparer notamment avec le besoin en volume de rétention rendu nécessaire par la présence de l'ensemble des produits qu'il contient.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2 à 2.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une matrice simplifiée d'incompatibilité. Il précise cependant que les produits sont compatibles entre eux et ne peuvent occasionner d'incendie, de réaction violente, ou de dégagements gazeux. Il indique que, tout au plus, les produits mis ensemble sont dégradés ou sont susceptibles de prendre en masse par polymérisation. Enfin, il indique que deux produits pourraient éventuellement conduire à une réaction très violente avec départ de feu. Il s'agit du Peroxyde de Méthyl Cétone (PMC) et de l'oxyde de Cobalt. Ces produits sont commandés à façon sur de très petites séries. Il précise que le stockage ne se fait pas au même endroit dans le bâtiment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise dans quels cas ses produits peuvent être utilisés et les précautions associées pour le stockage et l'utilisation. Il établit éventuellement une procédure pour assurer que le stockage soit assuré dans des zones distinctes de l'établissement. Il tient à la disposition de l'inspection l'analyse de la compatibilité de ses produits sur les lieux de stockage et informe les personnels au travers de procédures particulières si nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois